AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
http://ageconsearch.umn.edu
aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

INTERNATIONAL FOOD
POLICY RESEARCH INSTITUTE

sustainable solutions for ending hunger and poverty

INSTITUT INTERNATIONAL DE
RECHERCHE SUR LES POLITIQUES ALIMENTAIRES

des solutions durables pour éliminer la faim et la pauvreté

METTRE FIN À LA FAMINE EN AFRIQUE

Seuls les petits agriculteurs peuvent y parvenir

Contrairement aux prévisions communément admises quant à l'aggravation du déclin économique de l'Afrique, une récente étude présente une vision alternative plus positive de l'avenir de ce continent. De nouveaux engagements politiques, une gestion du programme de développement sous égide africaine ainsi que l'accroissement de l'intérêt et des investissements dans les petites exploitations agricoles ont le potentiel d'arrêter, voire d'inverser la tendance spiroïdale de la famine, de la pauvreté, de la dégradation environnementale, des maladies et des guerres civiles. Tirant les leçons des politiques passées et des erreurs de mise en oeuvre, ce dossier atteste qu'il est aujourd'hui temps de concentrer les efforts sur les piliers de la croissance afin de revitaliser le secteur agricole. Le succès tient à la coordination de ces efforts au moyen de plans d'action régionaux et nationaux tels que ceux préconisés par l'Agence des États-Unis pour le Développement international (USAID) dans le cadre de sa récente initiative agricole pour stopper la famine en Afrique (Initiative to End Hunger in Africa, IEHA). Ces plans d'actions doivent être conçus conjointement par les donateurs et leurs partenaires africains, afin de promouvoir pour le secteur agricole des investissements tenant compte des contraintes locales. Ils doivent être soutenus par une analyse, un contrôle et une évaluation des résultats rigoureux, tout en favorisant la transparence et la responsabilité financière.

LA DÉTRESSE ACTUELLE DE L'AFRIQUE

Politiques socio-économiques inadaptées, catastrophes naturelles et troubles civils sont autant d'éléments ayant contribué à la détérioration de la situation en Afrique subsaharienne aujourd'hui. Une proportion alarmante – un tiers de la population – souffre de malnutrition. Le taux de mortalité infantile est l'un des plus élevés des pays en voie de développement. Quatre-vingts pour cent des Africains ont un revenu journalier inférieur à 2 $ US, et près de la moitié survivent avec moins de 1 $ US par jour.

En dépit de la hausse prévue de la mortalité résultant des maladies infectieuses, le taux de croissance de la population africaine reste l'un des plus élevés au monde. Famine et pauvreté accélèrent de concert le cercle vicieux qui limite la capacité qu'ont les populations de produire ou de s'acheter de la nourriture. De telles conditions exacerbent la dégradation de l'environnement, les conflits et la propagation du VIH/SIDA et des autres maladies infectieuses. L'Afrique est le seul continent pour lequel on prévoit une aggravation de la famine et de la pauvreté durant la prochaine décennie. Il est probable que les crises actuelles et à venir déstabiliseront davantage encore l'agriculture, créant des réfugiés, provoquant une hausse des besoins en secours d'urgence et de leurs coûts et détournant les investissements des solutions à long terme dont l'Afrique a si désespérément besoin pour mettre fin à ce cycle désastreux.

LA CLÉ DU PROBLÈME: RENDRE L'AGRICULTURE PLUS PERFORMANTE

L'amélioration des performances médiocres du secteur agricole africain, en stagnation et parmi les plus mal en point au niveau mondial lors des récentes décennies, constitue la clé de voûte des solutions aux problèmes de la famine et de la pauvreté. L'agriculture reste le fondement et la principale source de revenus de la plupart des économies africaines et de leurs populations. Cependant, bien que l'agriculture en Afrique pourvoit 70 pour cent de l'emploi à plein

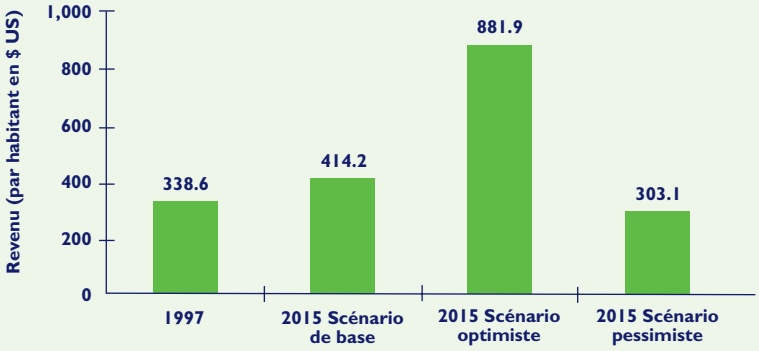
temps, 33 pour cent du produit intérieur brut (PIB) et 40 pour cent du revenu total généré par les exportations, la productivité stagne. La production d'aliments de base par habitant continue de chuter et le continent perd peu à peu les parts de marché qu'il avait acquises sur la place mondiale pour les principales cultures d'exportation telles que le café, le thé et le cacao.

Là où les gouvernements africains ont activement encouragé de nouveaux investissements dans le développement agricole et rural, ces tendances alarmantes ont commencé à s'inverser. En Ouganda par exemple, lorsque dans les années 90 les leaders politiques ont décidé d'introduire de nouveaux programmes agricoles, le taux de pauvreté rurale a diminué, passant de 50 à 35 pour cent. Par le passé, les partisans du développement pensaient à tort que les petits agriculteurs ne souhaitaient pas modifier leurs pratiques traditionnelles ; cependant, de nombreuses études prouvent aujourd'hui qu'ils répondent favorablement lorsque les mesures incitatives sont intelligentes.

Dans les années 80, le Zimbabwe a été le terrain d'une Révolution verte des petits agriculteurs dans la culture du maïs et du sorgho. Les rendements ont plus que doublé grâce à l'ensemencement de variétés améliorées sur 95 pour cent des surfaces cultivées. Bien que le gouvernement n'ait pas pu poursuivre ses investissements jouant le rôle de catalyseur dans l'infrastructure et l'assistance, l'expérience démontre la volonté et la capacité des petits exploitants à adopter de nouveaux procédés pour améliorer les rendements.

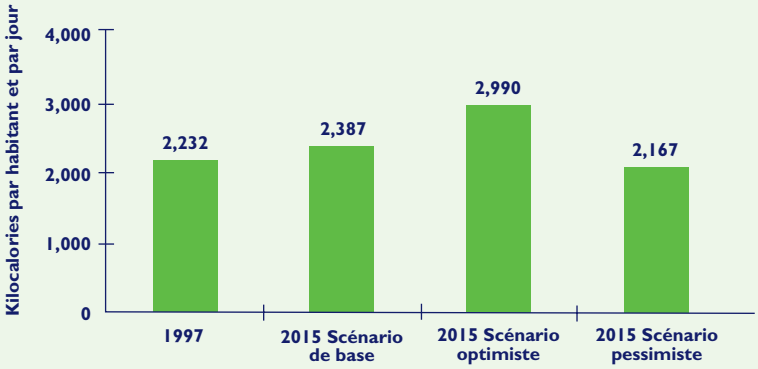
Les prévisions de l'IFPRI sur la situation alimentaire mondiale en 2015 montrent qu'une transformation de l'agriculture africaine portée par les petites structures agricoles est économiquement et techniquement possible. Ces prévisions laissent entrevoir trois possibilités d'avenir : (1) un scénario de base, de « maintien du statu quo », (2) un scénario pessimiste et (3) un scénario optimiste (voir figures 1, 2 et 3). Le scénario de base présuppose que les gouvernements africains et les donateurs maintiennent leurs investissements dans l'agriculture au niveau actuel. En conséquence, la consommation totale de viande et de denrées alimentaires de base en Afrique serait presque deux fois supérieure d'ici à 2015. L'accroissement requis des disponibilités alimentaires proviendrait essentiellement de la production africaine locale, grâce à l'amélioration des rendements et une légère extension des zones cultivées. Le revenu par habitant augmenterait de 22 pour cent et la ration

Figure 1 Revenu par habitant en Afrique subsaharienne, 1997 et 2015



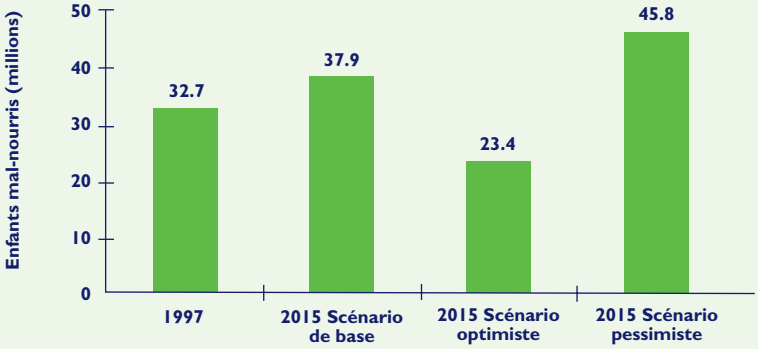
SOURCE: Simulations IMPACT, IFPRI, 2002.

Figure 2 Besoins caloriques journaliers par habitant en Afrique subsaharienne, 1997 et 2015



SOURCE: Simulations IMPACT, IFPRI, 2002.

Figure 3 Nombres d'enfants mal-nourris en Afrique subsaharienne, 1997 et 2015



SOURCE: Simulations IMPACT, IFPRI, 2002.

calorique par habitant passerait de 2 232 à 2 387 kilocalories par jour. Néanmoins, même si le nombre d'enfants mal-nourris diminuerait en valeur relative d'ici à 2015, il augmenterait de plus de 5 millions en valeur absolue, passant ainsi à 37,9 millions.

Le scénario pessimiste présuppose une diminution de l'investissement public dans l'agriculture, entraînant une baisse des taux de croissance en matière de rendement pour les cultures et le bétail et une chute de 50 pour cent de la croissance du PIB. Comme la population progresserait plus vite que son pouvoir d'achat en viande et en aliments de base, la ration calorifique par habitant tomberait à 2 167 kilocalories par jour. En outre, le revenu par habitant chuterait de 11 pour cent et le nombre d'enfants mal-nourris s'élèverait à 45,8 millions. Même à ce niveau de consommation inférieur, le continent africain devrait accroître de façon substantielle ses importations de céréales, de légumes à racines et de tubercules d'ici à 2015.

En revanche, le scénario optimiste présuppose que les gouvernements africains et les donateurs investissent davantage dans l'agriculture et s'engagent dans des réformes politiques de manière plus active. Les rendements en matière de cultures et de bétail augmenteraient de 3 à 4 pour cent par an et le PIB atteindrait une croissance de 8 pour cent par an dans certaines sous-régions. Les besoins alimentaires de base de la population africaine progresseraient de 20 à 30 pour cent par rapport au scénario de base, tandis que la consommation de viande augmenterait de 56 pour cent. La ration calorifique par habitant s'élèverait à 2 990 kilocalories par jour et le nombre d'enfants mal-nourris chuterait à 23,4 millions (soit une baisse de 40 pour cent par rapport aux prévisions du scénario de base d'ici à 2015). Le revenu par habitant serait presque trois fois supérieur à celui du scénario de base. La production locale pourrait couvrir les besoins supplémentaires en nourriture grâce à une croissance accélérée des rendements, et les importations de denrées alimentaires seraient de ce fait inférieures à ce qui est prévu dans le scénario de base.

Bien sûr, une telle transformation nécessiterait des investissements supplémentaires dans l'agriculture de la part de l'ensemble des donateurs et des autorités africaines. Au-delà des financements actuels et planifiés, le scénario optimiste implique l'investissement de 5 milliards de $ US supplémentaires par an jusqu'en 2015 dans l'agriculture et le développement rural. Ce niveau d'investissement diffère radicalement de la tendance actuelle. Depuis des années, l'investissement public dans l'agriculture poursuit sa chute sans jamais se reprendre. Les prêts octroyés à l'agriculture par la Banque mondiale ont considérablement baissé entre 1980 et 2000, passant d'environ 31 pour cent du portefeuille total de prêts en 1979-81 à moins de 10 pour cent en 1999-2000. De la même façon, de l'année fiscale 1992 à 1997, l'USAID a réduit son financement des programmes agricoles, accordant à ceux-ci 5 pour cent de ses engagements totaux au lieu des 10 pour cent initiaux. Durant cette période, ses investissements dans l'agriculture de l'Afrique subsaharienne ont chuté de 57 pour cent, pour représenter environ 80 millions de $ US (USAID Report to Congress on Title XII 1998). En 2000, le secteur agricole africain a reçu moins d'assistance au développement de la part des États-Unis que n'importe quel autre secteur.

DE NOUVELLES OPPORTUNITÉS POUR L'AFRIQUE

Les bouleversements politico-économiques des dix dernières années dus à la mondialisation ont provoqué de nombreux changements en Afrique, offrant ainsi de nouvelles perspectives de croissance du secteur agricole. En premier lieu, de nombreux pays africains sont désormais plus déterminés que jamais à mettre fin à la famine et à la pauvreté. Pour la première fois depuis l'indépendance, des perspectives de solutions de développement au niveau continental et sous-régional gagnent en force et en visibilité. Ce changement vers un plus grand contrôle des programmes de développement permet à plus de pays de bénéficier d'une intégration économique mieux adaptée et de capter les retombées de l'échange des technologies et de l'information. Par exemple, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NPDA) est une initiative prometteuse de la part des dirigeants africains, qui démontre l'engagement pris sur tout le continent quant à la prise en charge des priorités de développement futures. En outre, des accords commerciaux sont négociés au niveau régional afin d'offrir de nouvelles possibilités d'exploitation des dynamiques locales, par exemple au sein de la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC), créée en septembre 2000.

Parallèlement, certains gouvernements africains procèdent à titre expérimental à des innovations institutionnelles afin d'améliorer l'efficacité et la rentabilité des services publics qu'ils financent. En Tanzanie par exemple, les circonscriptions administratives locales gèrent conjointement l'entretien des routes et leur rénovation en partenariat avec le secteur privé dans le cadre d'un programme de l'USAID consacré aux routes de campagne. Depuis 1998, le projet se déroule avec succès, couvrant plus de 850 kilomètres de routes de campagne dans 23 districts et réduisant de 40 pour cent en moyenne les coûts de transport.

En outre, les gouvernements délèguent de plus en plus de pouvoirs au niveau local, ce qui permet aux communautés

rurales d'identifier leurs propres besoins et de trouver les solutions appropriées. Par exemple, certaines communautés essaient de se développer économiquement par l'introduction sur le marché de nouveaux produits fabriqués à partir des ressources locales, ou encore de dégager des royalties sur les ressources de biodiversité de la région. L'initiative commerciale du SANProTA regroupe une trentaine de groupes de producteurs ruraux issus de cinq pays de l'Afrique australe et vise à favoriser la manufacture et la vente de produits naturels fabriqués dans le respect de l'environnement sur les marchés régionaux et internationaux.

Enfin, les pays africains s'engagent actuellement à pratiquer des politiques commerciales plus libérales et, grâce au soutien des donateurs, les gouvernements ont favorisé l'apparition des conditions nécessaires à un environnement commercial et un secteur privé dynamiques. Le démantèlement des coopératives agricoles étatiques, par exemple, permet aux sociétés privées, aux organisations non-gouvernementales (ONG) et aux organisations à base communautaire (OBC) de prendre en charge les crédits agricoles, les facteurs de production et les services commerciaux.

Ces évolutions politiques, ajoutées aux nouvelles opportunités de marché au sein de l'économie mondiale, peuvent optimiser les bénéfices issus de l'accroissement de la productivité agricole pour les agriculteurs africains. L'évolution de la demande dans les pays développés suscite la croissance de certains marchés de produits-niches de qualité tels que les aliments biologiques ou la production de fruits et légumes tout au long de l'année. Une réforme du protectionnisme agricole des pays développés accroîtra davantage encore les opportunités de marché. En résumé, avec un soutien institutionnel et politique adapté, l'agriculture africaine peut très vite améliorer son avantage comparatif sur le marché mondial d'aujourd'hui, que ce soit pour ses cultures d'exportation traditionnelles ou pour de nouveaux produits de qualité issus de l'horticulture, de l'aquaculture, de la floriculture ou des cultures spécialisées .

ALLER DE L'AVANT

Malgré les efforts entrepris par le passé pour le développement agricole, les faux-pas accumulés ont empreint les dirigeants africains et les donateurs de scepticisme quant à la réalisation d'objectifs ambitieux et à l'augmentation drastique des investissements. Ils ont besoin d'être convaincus de la viabilité de nouvelles approches. Pour atteindre ses objectifs, l'Afrique doit aujourd'hui envisager une approche différente de son développement – une approche comprenant et tenant compte des erreurs passées et s'attelant de manière intégrée à toutes les problématiques urgentes auxquelles le continent fait face en ce 21e siècle en matière économique, sociale et environnementale.

© 1997 IFPRI / Alison Slack

Un consensus grandissant affirme que ces nouvelles approches doivent dépendre davantage d'approches participatives, de la société civile, des forces du marché et des partenariats clés entre les parties prenantes, et moins des interventions directes des gouvernements nationaux. Au lieu d'entreprendre des activités que d'autres sauraient mieux réaliser, les gouvernements se chargeront de créer un contexte dans lequel les autres acteurs pourront mieux évoluer, et ne proposeront que les services et biens publics qu'ils sont les seuls à pouvoir assumer. C'est en mettant en place des mesures favorables sur le plan légal, administratif et institutionnel (notamment la décentralisation) que les politiques économiques régionales et nationales fourniront les stimulants économiques permettant à d'autres parties concernées d'intervenir. Les ONG, OBC, certains parmi les acteurs privés, et agences gouvernementales spécialisées pourront alors œuvrer ensemble au soutien du développement des structures agricoles et communautaires, et aider les collectivités défavorisées à accéder plus facilement aux ressources et aux marchés. L'analyse des tentatives de développement passées met en exergue plusieurs points communs pour des actions futures.

REVITALISER LES PETITES EXPLOITATIONS

Les petites exploitations agricoles, principale source de subsistance en Afrique, ont prouvé qu'elles étaient au moins aussi rentables que les grandes exploitations lorsque les agriculteurs ont bénéficié d'une assistance similaire en matière de services et de facteurs de production (graines, engrais, crédit). Les politiques d'amélioration des méthodes de commercialisation et des services permettent d'assurer que les petits agriculteurs ne sont pas désavantagés quant à l'accès au marché, à la technologie, au crédit et aux facteurs

de production. Les petits agriculteurs ont besoin d'être mieux organisés pour effectuer leurs achats en plus grandes quantités et être en mesure de présenter leurs produits sur le marché. Les coopératives de producteurs et les OBC peuvent ici jouer un rôle clé, tout comme les accords de regroupement vertical dans le cadre de chaînes de vente organisées avec de grandes sociétés privées. Les méthodes de recherche agroalimentaire doivent également traiter en priorité les problèmes des petits agriculteurs.

Un accroissement de la production des petites exploitations permettrait non seulement d'augmenter leurs revenus et de pérenniser la sécurité alimentaire, mais également d'abaisser le prix des denrées alimentaires au niveau national, ce qui stimulerait le reste de l'économie et réduirait la pauvreté. L'expérience a montré qu'une progression de un pour cent de la productivité agricole africaine correspond à une chute de 0,6 pour cent de la pauvreté. Autrement dit, une hausse des rendements de 1 pour cent peut permettre à 6 millions de personnes de plus d'obtenir un revenu supérieur à 1 $ US par jour. À ce rythme, une stratégie de croissance portée par les petites exploitations permettrait une réduction considérable de la pauvreté rurale en Afrique dans les vingt à trente années à venir.

L'un des éléments essentiels de tout nouvel effort de développement reposant sur les petites exploitations sera d'assister de façon durable les agricultrices. Historiquement, les femmes, qui représentent plus de 70 pour cent de la main d'œuvre agricole en Afrique subsaharienne, ont toujours été les actrices de l'innovation agricole et subvenu aux besoins de leur famille en matière de soins et de nutrition. Pourtant, la recherche agroalimentaire, les agents de développement agricole et les établissements de crédit ont longtemps négligé les besoins des femmes. À niveau d'éducation et d'expérience égal et ayant bénéficié des mêmes aides pour l'exploitation agricole, les femmes obtiennent des rendements sensiblement plus élevés que les hommes, ce, dans différents types d'exploitations. Envisager des projets agricoles différents selon qu'ils s'adressent à la femme ou à l'homme serait une stratégie gagnante dans le combat contre la famine en Afrique.

PROPOSER DES INFRASTRUCTURES ET DES SERVICES RURAUX

La mise à disposition d'infrastructures et de services a sévèrement souffert des investissements inadaptés engagés dans le développement rural. En Afrique, le réseau routier actuel ne représente qu'une fraction du réseau routier dont bénéficiait l'Inde il y a déjà des décennies de cela ; 70 pour cent des agriculteurs sont commercialement mal desservis. Nombreux sont ceux qui ne peuvent pas se procurer des engrais ou d'autres facteurs de production à des prix raisonnables, ni commercialiser leur production de manière rentable. De même, l'accès restreint aux services sanitaires et scolaires contribue à la baisse de la productivité agricole et à la propagation des maladies infectieuses, et maintient les habitants des campagnes reclus dans le piège de la pauvreté.

Afin d'éviter la construction de réseaux d'infrastructure onéreux et difficiles à entretenir, les courants de pensée du moment recommandent de concentrer les efforts sur des stratégies moins coûteuses faisant appel aux nouvelles technologies telles que la communication via satellite ou téléphone portable et les énergies éolienne et solaire. Le fait d'encourager la gestion locale des investissements au travers de programmes de cofinancement et de déléguer les travaux de maintenance aux gouvernements et communautés locaux résoudrait de nombreux problèmes précédents liés au fonctionnement.

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication telles que le téléphone portable et Internet offrent également des perspectives très intéressantes. En facilitant un échange rapide et ponctuel du savoir et de l'information, elles accélèrent la propagation dans les zones rurales de technologies plus performantes et favorisent la remise à niveau de ceux qui ont le plus besoin de se tenir au courant des évolutions du marché – les agriculteurs et les entrepreneurs.

DÉBRIDER LES MARCHÉS ET LES OPPORTUNITÉS COMMERCIALES

Il est communément admis que les réformes économiques entreprises jusqu'à ce jour ont été nécessaires, mais pas suffisantes pour entraîner la croissance de la production agricole et une compétitivité plus élevée sur le marché à l'exportation. La libéralisation des marchés a éliminé les principales distorsions, mais elle n'a pas pu garantir que les petits agriculteurs, en particuliers ceux ne disposant pas d'un accès aisé aux routes et aux marchés, en bénéficient. Même les zones situées à proximité des marchés nationaux et internationaux ont connu des résultats mitigés à la suite de réformes incomplètes ou incohérentes. Pour que les agriculteurs puissent bénéficier des réformes économiques, il faudra aussi qu'ils jouissent d'un meilleur accès au marché et de coûts de commercialisation moindres. La faiblesse des marchés en zones rurales est partiellement due à une infrastructure déficiente, notamment en matière de routes et de systèmes de communications. Mais des problèmes liés aux normes de qualité, à la synchronisation, aux informations sur le marché et à la fiabilité des approvisionnements pénalisent aussi l'accès des productions locales aux marchés nationaux comme internationaux. Le secteur privé pourrait jouer un rôle plus important s'il n'était pas lui aussi limité par certains de ces facteurs et ne pâtissait pas de la faiblesse des institutions légales et financières. Toutes ces contraintes se traduisent par un cahier des charges bien rempli et justifié pour le secteur public, mais ce planning doit s'attacher à promouvoir l'activité du secteur privé plutôt que de fournir lui-même les services d'approvisionnement et de commercialisation nécessaires. Aujourd'hui,

les marchés mondiaux sont plus intégrés que jamais et le volume du commerce agricole mondial a plus que doublé depuis 1981. Étant donné l'avantage comparatif intrinsèque dont bénéficie l'Afrique dans la production de nombreuses cultures d'exportation, regagner des parts importantes de marché devrait être possible grâce à un mélange adéquat de réformes économiques locales et d'investissements dans les infrastructures et les institutions.

AMÉLIORER LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLES

En Afrique, les rendements agricoles sont faibles par rapport à ceux d'autres pays ayant des conditions agroclimatiques similaires. En 30 ans, ni le sol, ni la productivité de la main d'oeuvre n'ont beaucoup changé. Certaines technologies actuellement disponibles pourraient être plus amplement exploitées si elles étaient soutenues par un meilleur accès au crédit et aux facteurs de production, des réformes économiques et l'infrastructure nécessaire. Dans d'autres cas, la pérennité de la productivité nécessitera l'utilisation de nouvelles technologies financées par des investissements plus conséquents. Actuellement, les pays africains ne consacrent à la recherche que 0,85 pour cent en moyenne de leur PIB agricole – un chiffre très bas comparé aux 2,6 pour cent de moyenne des pays industrialisés.

La recherche génétique visant à améliorer la résistance des cultures à la sécheresse, l'utilisation de nutriments végétaux et leur composition et la résistance aux parasites et aux maladies a par le passé généré des rendements sur investissements très favorables. En Afrique, les rendements sur les investissements publics générés par la recherche agricole se sont chiffrés à plus de 40 pour cent en moyenne, un taux équivalent à celui des autres pays dans le monde. Une croissance durable de la productivité dépendra de la valorisation suivie du matériel génétique agricole et des améliorations apportées à la valeur nutritionnelle des denrées alimentaires de base (par exemple le riz enrichi en vitamine A ou le maïs enrichi en fer), ainsi que de la lutte contre les maladies infectieuses et les parasites qui affectent les récoltes et le bétail. Certains des résultats les plus prometteurs dans ce domaine pourraient provenir de nouvelles recherches en biotechnologie sur les systèmes agricoles irrigués par l'eau de pluie.

Les recherches portent également sur l'amélioration des procédés de gestion des ressources naturelles et l'irrigation à petite échelle se traduisant par des gains de productivité majeurs. La gestion des ressources naturelles est un moyen d'améliorer la fertilité des sols, permettant d'obtenir de meilleurs rendements grâce à l'utilisation d'engrais sur des variétés de cultures améliorées. L'irrigation à petite échelle, y compris le captage de l'eau à partir de microbassins hydrographiques et le développement durable de zones humides soigneusement sélectionnées, pourrait accroître la productivité de manière substantielle. La gestion de la diversité des microclimats de l'environnement naturel africain suppose un recours à l'expérience des communautés locales. Des procédés améliorés de gestion des ressources naturelles constituent également un moyen d'augmenter les rendements des exploitations coupées de l'aide extérieure. Les méthodes culturales de conservation du sol et l'érection de barrières végétales pour recueillir l'eau et ralentir l'érosion sont des exemples de techniques dont profitent de nombreuses zones isolées du monde moderne. De telles mesures sont disponibles à des prix abordables pour les agriculteurs.

L'INITIATIVE AGRICOLE POUR STOPPER LA FAIM EN AFRIQUE (IEHA) DE L'USAID

Les investissements engagés pour stimuler la croissance du secteur agricole sont prévus dans trois sous-régions : l'est, l'ouest et le sud de l'Afrique. Chaque plan d'action régional s'harmonisera avec les plans d'action nationaux dans des pays sélectionnés pour leur fort potentiel, qui doivent également servir de noyaux stimulateurs de croissance agricole dans leur sous-région. Ces plans d'action décriront le processus de création, d'adaptation et de déroulement des priorités d'investissement et de leurs calendriers analytiques. L'USAID décrit ces plans d'action comme étant des documents comprenant une vision sur 15 ans des actions phare spécifiques programmées sur un cycle planifié de cinq ans, ainsi que les programmes de travail annuels et les objectifs à atteindre. Ces plans d'action doivent être des documents de planification « dynamiques » qui fourniront également des informations de suivi et d'évaluation conformément au cahier des charges établi dans le premier plan d'action. Chaque plan d'action fera état de l'impact prévu des investissements proposés sur (1) la croissance économique et agricole globale, (2) le commerce agricole, (3) le commerce intrarégional, (4) les retombées dues aux effets d'entraînement intrarégionaux dans les marchés factoriels et de marchandises et (5) la croissance régionale, le développement et la réduction de la famine et de la pauvreté.

La réforme des instituts africains de recherche agricole nationaux permettra en outre d'obtenir de meilleurs résultats issus de la recherche. Ces organismes doivent nouer des liens plus étroits avec toutes les parties concernées, des agriculteurs jusqu'aux universités. Un défi supplémentaire consiste à connecter de manière plus efficace la recherche en tant que telle et les efforts de terrain. D'autres réformes nécessaires incluent la définition précise du rôle de l'État en termes de sphère et de niveau d'intervention, l'accord de plus d'autonomie aux institutions, ce qui suppose une gestion décentralisée des ressources, et la création de liens plus étroits avec le secteur privé. Les programmes nationaux de moindre envergure peuvent surpasser les limites relatives à leur taille en tissant des liens avec les réseaux régionaux et sous-régionaux gérant les projets de R&D afin de trouver des solutions à leurs problèmes communs.

RENFORCER LES ORGANISATIONS À BASE COMMUNAUTAIRE ET LES GROUPEMENTS DE PRODUCTEURS

Les organisations à base communautaire et les groupements de producteurs ont en partie comblé le vide laissé par le retrait des services agricoles et sociaux de l'État. Le secteur privé est un acteur en pleine expansion qui a la capacité de connecter les grandes exploitations agricoles aux marchés. Les OBC remplissent un rôle similaire auprès des petits agriculteurs. Ces organismes créent des liens entre les agriculteurs et les milieux d'affaire dans les industries de transformation et de conditionnement, le commerce et les points de vente alimentaire. De plus, ils proposent des services importants tels que le crédit. S'ils sont efficaces, les groupements de producteurs peuvent favoriser l'autonomisation de la population rurale pauvre et enrichir le capital social de ces communautés en stimulant la gestion des ressources naturelles et en encourageant une participation plus importante dans le processus décisionnel local. Les organismes les plus efficaces sont en général bénévoles, économiquement viables, autofinancés, autogérés, transparents et à l'écoute des communautés et les groupements de producteurs.

DÉVELOPPER LE CAPITAL HUMAIN ET LES INSTITUTIONS

Des professionnels avertis ainsi que des institutions efficaces sont deux éléments clé de la croissance agricole. Les institutions publiques et privées adaptées aux exigences de la nouvelle économie devront gérer la politique publique afin de soutenir le développement de l'agriculture. Elles devront attirer et mobiliser les investissements, fournir des services techniques au secteur agricole (recherche, certification des produits, inspections), offrir un accès à la formation agricole et faire appliquer les contrats, les lois et les droits de propriété.

L'efficacité des institutions passe également par la nécessité de recruter un nombre suffisant de personnel qualifié, notamment des conseillers en politique agricole, des chercheurs du domaine agricole, des agents de développement agricole, des responsables commerciaux et des experts financiers et en informatique. Les programmes de formation lancés par le passé avaient pourvu ces besoins, mais les retraites, les bas salaires, la démotivation et le SIDA ont contribué au manque chronique de personnel rencontré aujourd'hui. Les nouveaux programmes doivent prêter une attention particulière au recrutement des femmes et des autres groupes marginalisés. Encourager des approches plus participatives dans ces projets de développement implique le renforcement des organisations gouvernementales et communautaires à l'échelle locale ainsi qu'une volonté plus grande de la part des gouvernements de transfert d'autorité et de ressources à ces organisations.

La présence d'institutions garantissant la tenure des terres, des eaux, des pâturages et des forêts aux agriculteurs est essentielle pour permettre à ces derniers de poursuivre leur activité de façon durable et d'investir à long terme dans l'amélioration et la conservation des ressources. De nombreux systèmes locaux de gestion de l'occupation des sols garantissent assez bien cette sécurité de tenure. Ces systèmes sont évolutifs et peuvent donc s'adapter à la transformation des besoins résultant de la pression grandissante de la population et de la commercialisation. Dans ces cas, les gouvernements pourraient renforcer ou ajuster les systèmes existants (par exemple pour faciliter l'accès des femmes aux droits de propriété ou leur garantir la sécurité de tenure), plutôt que de chercher à imposer de nouveaux systèmes.

Les institutions les plus à même d'administrer convenablement les biens communs sont généralement des organismes locaux gérés par ceux qui utilisent les ressources. Les gouvernements doivent reconnaître le droit des communautés locales à jouir et administrer le bien commun et proposer une formation adéquate en gestion immobilière, veillant à assurer la participation des personnes les plus pauvres.

IDENTIFIER LES PERSONNES VULNÉRABLES ET METTRE EN PLACE DES FILETS DE SÉCURITÉ

En Afrique, une croissance agricole de grande ampleur et reposant sur les petites exploitations serait susceptible de réduire la pauvreté et la famine de façon drastique. Toutefois, pour atteindre les personnes les plus pauvres, qui n'ont souvent que très peu ou pas de terres, des interventions ciblées et des filets de sécurité efficaces sont essentiels. Les segments les plus pauvres de la population ayant mis en place des stratégies de survie complexes, le seul fait d'investir dans l'agriculture ne suffit pas à améliorer leur situation. Pour les pauvres, les interventions ciblées les plus

significatives concernent la santé, l'éducation et l'accès aux biens, notamment fonciers. Un meilleur environnement sanitaire et éducatif, ainsi que la sécurité de tenure, peut non seulement donner aux pauvres l'accès à l'autonomie dans leurs relations avec les autres, mais aussi diminuer leur vulnérabilité et établir des filets de sécurité en cas de crise.

PROMOUVOIR DES VOIES DE DÉVELOPPEMENT RESPECTUEUSES DE L'ENVIRONNEMENT

La dégradation de l'environnement et la surexploitation des ressources naturelles limitent le potentiel de développement agricole de l'Afrique subsaharienne et conduisent à la perte de services environnementaux essentiels, par exemple la protection des bassins hydrographiques et le maintien de la biodiversité. Les gouvernements, les ONG, les OBC et le secteur privé ont tous un rôle à jouer pour encourager les agriculteurs à adopter de meilleures stratégies de gestion des ressources naturelles. Les communautés agricoles ont également besoin d'être assistées en termes d'organisation pour pouvoir mener des actions collectives de réhabilitation de l'environnement. Une solution courante consiste à charger le gouvernement de la réglementation des méthodes de gestion des ressources, mais cela s'avère rarement efficace. Des approches plus innovantes reposent sur la mise en œuvre d'actions collectives par les organisations locales et sur l'utilisation des marchés émergents pour les services environnementaux (par exemple, l'aide financière accordée aux programmes de séquestration du carbone dans les forêts et terres agricoles), en rétribuant les efforts des agriculteurs en faveur de la protection de l'environnement.

COMBATTRE LA PAUVRETÉ AU TRAVERS D'UNE APPROCHE MULTIDIMENSIONNELLE

De nombreuses agences donatrices comprennent aujourd'hui la nature multidimensionnelle de la pauvreté. Elles ont pris conscience de la nécessité d'intégrer aux nouveaux investissements agricoles les structures sanitaires, éducatives et d'assistance à la famille pour maximiser l'impact sur les activités rurales et la croissance agricole. Encourager la participation des communautés dans l'élaboration et la mise en œuvre de telles solutions multisectorielles peut assurer le succès des efforts fournis en matière d'aide d'urgence et d'assistance au développement à plus long terme.

AU-DELÀ DE LA RHÉTORIQUE: ÉLABORER UN PLAN D'ACTION

Nous savons, de par l'analyse des efforts passés, qu'une seule et unique stratégie de développement de l'agriculture en Afrique ne suffira pas en ce 21e siècle. Les éléments communs précédemment mentionnés doivent être intégrés dans des programmes de développement régionaux et nationaux adaptés aux situations locales spécifiques sur le plan environnemental, politique et culturel. L'USAID, par exemple, a mis en place son propre calendrier d'action (voir encadré) pouvant servir de référence pertinente aux autres donateurs. Pour que ces nouvelles stratégies de développement agricole soient couronnées de succès, elles devront suivre un processus de planification et d'apprentissage dynamique qui stimulera les capacités d'action des pays et des donateurs pour ce type de projet. Ces stratégies exigeront des processus rigoureux de collecte des données, d'analyse et de planification, ainsi que des systèmes de suivi et d'évaluation efficaces et une possibilité de révision et d'adaptation des programmes au fur et à mesure de leur évolution. L'évolution des systèmes d'information modernes, de l'informatique et des procédés scientifiques offre des possibilités entièrement nouvelles de collecte et d'utilisation de l'information de manière intelligente et utile. La capacité des pays à effectuer ce type de travail s'est elle aussi améliorée. Le dernier défi est de trouver les mécanismes institutionnels permettant à ces informations et à ce savoir d'être mieux connectés à l'action des planificateurs au sein des agences gouvernementales et donatrices clés.

Pour quelles raisons les donateurs devraient-ils s'engager dans ce nouveau projet de soutien de l'agriculture africaine ? Investir dans une agriculture diversifiée et reposant sur les petites exploitations réduira l'insécurité alimentaire, la malnutrition infantile et l'extrême pauvreté du continent. Ces investissements génèreront un moteur de croissance dont les retombées profiteront aux populations rurales les plus pauvres et les plus vulnérables en diminuant le coût de la nourriture et en créant des emplois tant à l'intérieur des exploitations agricoles qu'à l'extérieur. L'affectation d'une plus grande part des investissements en Afrique à la promotion du commerce plutôt qu'à l'octroi d'aides est susceptible de profiter à tous les acteurs économiques participants – les petits agriculteurs africains, les consommateurs, les gouvernements tout autant que les donateurs et les consommateurs des pays industrialisés – en offrant l'accès à de nouveaux marchés et à

une plus grande stabilité économique et politique. Le soutien financier des donateurs à des programmes tels que l'initiative pour stopper la faim en Afrique (IEHA) est un pas essentiel dans la bonne direction.

L'alternative – aucun investissement dans l'agriculture africaine – aurait des conséquences intolérables dans les années à venir. Dans le scénario de maintien du statu quo, la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition infantile empireront de manière significative en Afrique. La dégradation des ressources se poursuivra, de même que le déclin dans de nombreuses zones de la productivité des terres. Les changements climatiques à l'échelle mondiale exacerberont l'instabilité du climat local et accroîtront la fréquence et la sévérité des catastrophes naturelles au sein des populations vulnérables. Les crises et les conflits seront de plus en plus fréquents, provoquant l'escalade des coûts des secours d'urgence. Le coût de l'aide aux sinistrés est déjà en passe de devenir très lourd à assumer pour de nombreux gouvernements et donateurs.

Au début des années 60, l'Afrique était le continent de l'espoir, l'Asie celui du désespoir. L'Asie a montré ce qu'il était possible de faire ; aujourd'hui, c'est au tour de l'Afrique. Redonner l'espoir d'un nouvel avenir demandera non seulement un réagencement des priorités par les gouvernements africains qui devront se concentrer sur la croissance agricole, mais aussi un engagement conséquent de nouveaux investissements dans l'agriculture de la part des donateurs.

SÉLECTION DE REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ce dossier, préparé par Peter Hazell et Michael Johnson de l'IFPRI, repose sur le document technique « Cutting Hunger in Africa Through Smallholder-led Agricultural Growth » (Supprimer la famine en Afrique grâce à une croissance agricole stimulée par les petites exploitations), publié par l'IFPRI pour appuyer l'initiative agricole de l'USAID pour stopper la faim en Afrique (IEHA) en 2002. Ce document est disponible (en anglais) sur la page du site Internet de l'IFPRI consacrée à l'initiative IEHA <http://www.ifpri.org/themes/aicha.htm>. Nous suggérons la lecture des autres documents répertoriés ci-après :

Alston, J. M., C. Chan-Kang, M. C. Marra, P. G. Pardey, and T.J. Wyatt, A Meta-Analysis of Rates of Return to Agricultural R&D: Ex Pede Herculem?, Research Report No. 113 (IFPRI, Washington, DC, 2000).

Bingen, R.J., and D.W. Brinkerhoff, Agricultural Research in Africa and the Sustainable Financing Initiative: Review, Lessons and Proposed Next Steps, SD Publication Series, Technical Paper No. 112 (Bureau du développement durable, Bureau Afrique de l'USAID, Washington, DC, 2000).

Kherallah, M., C. Delgado, E. Gabre-Madhin, N. Minot, and M. Johnson, Reforming Agricultural Markets in Africa (The Johns Hopkins University Press for IFPRI, Baltimore, Md., USA, 2002).

Kindness, H., and A. Gordon, Agricultural Marketing in Developing Countries: The Role of NGOs and CBOs, Policy series No. 13 (Social and Economic Development Department, Natural Resources Institute. University of Greenwich, Londres, Royaume-Uni, 2002).

Mosley, P., A Painful Ascent: The Green Revolution in Africa (Londres : Routledge, à paraître en 2003).

Pretty, J., I. Guijt, I. Scoones, and J. Thompson, Sustainable Agriculture Impacts on Food Production and Challenges for Food Security, Gatekeeper Series SA 60 (Institut international pour l'environnement et le développement, Londres, 1992).

Successes in African Agriculture: A Synthesis of Emerging Themes, Criteria, and Determinants of Success, un projet IFPRI en cours de réalisation, <http://www.ifpri.org/themes/syn04.htm>.

Copyright © 2003 International Food Policy Research Institute (IFPRI). Tous droits réservés. La reproduction partielle de ce document est permise sans l'accord exprès de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) si mention est faite de la source.

IFPRI®

INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH INSTITUTE

2033 K Street, NW, Washington, DC 20006-1002 USA

TÉL +1-202-862-5600 • FAX +1-202-467-4439

EMAIL ifpri@cgiar.org • WEB www.ifpri.org

L'IFPRI est l'un des 16 centres de Future Harvest qui bénéficient du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI).